

Tourisme hivernal

Douloureux défi climatique

Pour le professeur Christophe Clivaz, le tourisme doit s'adapter au réchauffement

Patrick Monay Bramois (VS)

La logique est implacable: le réchauffement global entraînera une diminution de la couche neigeuse et le recul des glaciers. Avec quelles conséquences pour le tourisme hivernal dans les Alpes? Christophe Clivaz, professeur à l'Institut de géographie et durabilité de l'Université de Lausanne, aborde la question dans son dernier ouvrage (*lire ci-dessous*). Alors que les dirigeants de la planète débattent à Paris les enjeux des changements climatiques, le député écologiste valaisan ne croit guère aux miracles. Il pense plutôt que la branche doit prendre son avenir en main. Interview.

Vous dressez un tableau assez sombre du tourisme hivernal en montagne. Fonce-t-on droit dans une impasse?

Il n'est pas trop tard pour agir. Mais cela demandera des stratégies plus élaborées que celles développées jusqu'ici. La Suisse a enfin compris qu'elle devait s'adapter à cette réalité qu'est le changement climatique. C'est d'autant plus nécessaire que le réchauffement est deux fois plus important qu'ailleurs. Quand on parle de 2 degrés de plus en moyenne dans le monde, c'est 4 degrés en Suisse.

Le tourisme est lui-même générateur de gaz à effet de serre. Que peut-il et doit-il faire pour limiter son impact sur le climat?

Comme le parc immobilier est vieillissant, il y a un gros potentiel d'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments. Mais l'élément principal, c'est la mobilité. Il faut renforcer la possibilité d'atteindre les stations en transports publics. Car la voiture a vingt fois plus d'impacts négatifs sur le climat. C'est énorme.

Mais on ne pourra pas empêcher les Hollandais et les Allemands de venir en Suisse en voiture...

Le volume des bagages constitue un gros frein, c'est évident. Mais il est possible d'imaginer un système grâce auquel les touristes pourraient tout louer sur place en arrivant. Cela existe déjà en Amérique du Nord. Et cela correspond à ce que beaucoup de gens veulent, de nos jours. Voyager en train, c'est plus sympa que de passer des heures dans les bouchons. Une stratégie de ce type permet à la fois d'atténuer l'impact climatique et d'améliorer l'offre touristique.

Pour Suisse Tourisme, l'avenir du tourisme hivernal passe aussi par les nouveaux marchés lointains, Chine et Brésil en tête. Pour vous, c'est un non-sens écologique?

Du point de vue du bilan de CO₂, oui. Car les transports aériens renforcent le réchauffement climatique dont souffre notre tourisme. Mais c'est toute la limite de l'approche du développement durable. Il faut faire des choix et, du point de vue économique, cela peut faire sens de combler un manque de clientèle en allant démarcher en Chine.

Votre ouvrage cerne une autre opportunité dont pourrait profiter la Suisse: la disparition programmée de domaines skiables dans les pays voisins, à des altitudes plus basses.

Oui, cela pourrait entraîner un report de clientèle. Mais il est difficile de dire dans quelles proportions cet effet aura lieu. Les Italiens qui ne pourront plus skier chez eux à cause du réchauffement viendront-ils en Suisse? Cela durera peut-être une génération. Mais après, s'ils n'apprennent plus à skier, on peut en douter. C'est tout l'enjeu, en Suisse aussi, de la disparition des petites stations de basse altitude, proches des centres urbains.

Vous notez que le réchauffement rendra l'enneigement mécanique des pistes plus difficile et plus



Manque de neige
Les stations de basse et moyenne altitude (ici Torgon (VS) en 2011) souffriront particulièrement à l'avenir. CHANTAL DERVEY

«Si on arrive à stabiliser le tourisme hivernal, c'est un miracle. Alors arrêtons de parler de croissance. Le potentiel de développement se situe en été»



Christophe Clivaz
Professeur à l'Université de Lausanne, député valaisan (Vert)

coûteux. Seules les grandes stations pourront donc se le permettre?

Oui. Les autres, notamment celles qui sont soutenues par les communes, auront plus de peine à supporter les coûts. Pourtant, la stratégie privilégiée reste la solution technique de la neige de culture. Cela vient du fait que la plupart des sociétés de remontées mécaniques sont aujourd'hui dans une logique de survie. Elles ne réfléchissent pas à un horizon de vingt-cinq ou

cinquante ans, mais veulent sauver la saison qui suit ou, au mieux, les cinq à venir.

Les acteurs locaux refusent-ils de voir la réalité en face?

Non, c'est plutôt lié à la situation difficile, aux solutions à court terme qu'ils doivent trouver. Il y a aussi la contrainte de l'habitude. En Valais, par exemple, c'est le ski qui a permis de garder la population locale après la construction des barrages. Les gens ont de la peine à se dire qu'il faudra peut-être passer à autre chose.

Vous prônez une diversification de l'offre hivernale. Vous y croyez sans le produit d'appel que reste le ski?

Oui. De plus en plus de gens ne skient pas mais aiment venir en montagne. Qu'on le veuille ou non, le marché du ski est en constante régression. Il faut donc soigner les aspects gastronomiques et culturels, mieux cibler la clientèle. Mais on ne va pas trouver un produit comme le ski qui va attirer à lui seul les vacanciers.

Voyez-vous un créneau porteur, malgré tout?

Il y a une vraie demande pour la tranquillité, dans des endroits calmes et préservés, voire non connectés. Quand on vit dans une agglomération, cela peut être une expérience extraordinaire. Une clientèle haut de gamme est prête à payer cher pour un tel dépaysement complet.

C'est un tourisme élitaire, non?
Oui, mais avec le ski, on y est déjà! A Sion, où je vis, un écolier sur deux ne skie pas. Et ce ne sont pas uniquement des élèves issus de l'immigration, mais aussi des enfants dont les parents n'ont pas les moyens de leur offrir cela.

Pour vous, nous vivons la fin d'une ère, il faut changer de modèle.

Oui. Les stations vont devoir se poser la question au moment de repartir pour un cycle d'investissements: est-ce qu'on continue à mettre nos millions dans le ski ou est-ce qu'on essaie autre chose?

Dans votre bouche, on a l'impression que la réponse est dans la question...

(Sourire.) Oui. Si on arrive à stabiliser le tourisme hivernal, c'est un miracle. Alors arrêtons de parler de croissance... Le potentiel de développement se situe en été. Il y a encore beaucoup de choses à faire. On ne croit pas assez à la randonnée et au

VTT en Suisse. Les gens viennent pour ça. La dernière fois que j'ai fait une demi-heure de queue au bas d'une télécabine, c'était à Chamonix, en plein été. Ici, bien souvent, les services ne suivent pas.

Les vallées alpines qui ne vivent aujourd'hui que du tourisme pourraient-elles développer d'autres activités économiques?

Dans l'industrie, non. S'il y a des possibilités, c'est plutôt dans le secteur des services. Il est très difficile de généraliser. Mais la fermeture d'un domaine skiable ne signifie pas forcément la mort de la station.

Vous citez dans votre livre l'exemple de Tamaro, au Tessin, qui a fait une croix sur les sports d'hiver. Comment s'en sort-elle désormais?

Mieux qu'avant. Elle a créé un miniparc d'attractions avec une luge d'été et une église signée Mario Botta. C'est un exemple réussi de reconversion, mais il est vrai que tout le monde ne pourra pas saisir ce même créneau.

Vous affirmez aussi que les Alpes pourraient devenir des îlots de fraîcheur très prisés à l'avenir. C'est ce qui va sauver le tourisme suisse?

Il y a un potentiel, en tout cas. Cela dépendra beaucoup de l'imaginaire que l'on pourra créer autour de ça. Lors de la canicule de 2003, le nombre d'excursionnistes «à la journée» a explosé en montagne. Si de tels étés deviennent la norme, les gens planifieront peut-être leurs vacances pour pouvoir profiter de cette fraîcheur en altitude. Car, sur le bassin méditerranéen, il fera vraiment chaud, selon les modélisations actuelles.



Tourisme d'hiver: le défi climatique
Par Christophe Clivaz, Camille Gonthier et Cecilia Matasci
PPUR, collection Le savoir suisse, 2015, 132 pages

Un faible enneigement deviendra la norme

● Le livre de Christophe Clivaz s'appuie sur les études les plus récentes en matière de changement climatique. Celles-ci montrent que la température moyenne, en Suisse, a augmenté de 1,75 °C entre 1864 et 2012 (contre 0,85 °C au niveau mondial). Au cours des trente dernières années, cette hausse a atteint 0,35 °C par décennie. En conséquence, la limite du zéro degré en hiver s'est élevée d'environ 300 mètres depuis les années 1960.

Tout porte à croire que ce mouvement va continuer dans les Alpes. Les scientifiques prévoient une augmentation des températures hivernales

de 1,8 à 2 °C d'ici à 2050 (par rapport à 1990). D'où une élévation de la limite inférieure de la neige de l'ordre de 270-300 mètres. En outre, à partir de 1200 mètres d'altitude, la durée annuelle de l'enneigement devrait se réduire d'environ vingt-cinq jours d'ici à 2035. Les experts estiment que des hauteurs de neige aujourd'hui considérées comme faibles deviendront la norme à l'horizon 2085 et que la neige fondra entièrement en été jusqu'à 3500 mètres d'altitude.

Le réchauffement entraînera aussi un important recul des glaciers: celui d'Aletsch, par exemple, pourrait avoir

perdu 90% de son volume d'ici à 2100 (par rapport à la période 1980-2009). Quant au pergélisol – le matériel de surface qui reste gelé toute l'année –, sa limite inférieure montera de quelque 200 à 700 mètres avec une hausse de la température de 1 à 2 °C. L'instabilité du sol signifiera une érosion et un risque de chutes de pierres accrues. Enfin, «les précipitations moins fréquentes mais plus intenses engendreront probablement une augmentation de la fréquence et de l'intensité des mouvements de terrain, des inondations et des périodes de sécheresse», avancent les scientifiques.